

LUBUMBASHI

SITES D'HEBERGEMENT DES DEPLACES DE GUERRE : LES CONDITIONS DE VIE ATTEIGNENT LE SEUIL DE L'INTOLERABLE

Mercredi 13 et jeudi 14 décembre 2006, une équipe de reporters rwandais, burundais et congolais visitent quelques sites d'hébergement des déplacés de guerre Lubumbashi, dans la province du Katanga. Dans tous les sites, ils découvrent un spectacle désolant, devant lequel les cœurs sensibles ne pourraient rester indifférents. Les conditions d'hygiène sont précaires et les abris de fortune dans lesquels ils vivent sont insalubres, les déplacés se débrouillent comme ils peuvent pour manger et se faire soigner. Venant Nshimyumurwa du Rwanda, Elise Odiekila de la RDC et Edmond Toyi du Burundi font le même constat dans leur reportage, celui d'une situation qui ne peut plus durer. Elle devrait prendre fin à la faveur des dernières élections.

LA DEBROUILLARDISE, SEUL MOYEN DE VIVRE POUR LES DEPLACES DE GUERRE

«Aide-toi et le ciel t'aidera!» Cet adage conviendrait mieux à la réalité vécue par de nombreux déplacés de guerre de la province du Katanga. Inlassablement à la quête d'un emploi rémunérateur et stable, ils sont prêts à frapper à toutes les portes. Cependant, trouver ce travail tant espéré est quasiment impossible. Pourtant, ce ne sont ni les aptitudes, ni l'intelligence qui manquent à ces hommes et femmes devenus «chômeurs» par le fait de la guerre. Mais puisqu'il faut vivre, ils s'adaptent à la réalité. C'est pourquoi, tout le monde se débrouille à sa manière, l'essentiel est de trouver quelque chose à mettre sous la dent.

Les trois sites visités à savoir l'Élevage du Katanga (Elakat), Kenya et Kamalondo, nous font découvrir le genre d'activités que mènent les déplacés de guerre pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles.

Situé dans la commune de Kampemba, dans le quartier Bel Air, le site Elakat (Élevage et agriculture au Katanga) est une grande concession entourée d'un long mur, avec une grande grille ouverte.

À l'entrée de ce camp, se trouve une cabine téléphonique, suivie de deux petites boutiques et de quelques étalages de légumes, du fufu, du poisson fumé. En face, des femmes vendent des beignets, du manioc grillé et des arachides. Les conditions d'expositions des produits en vente laissent à désirer. Des tas de mouches volent autour et parfois se posent dessus, de quoi vous couper tout appétit.

À l'intérieur du camp, on trouve des maisons dont la plupart sont construites en terre cuite. Ici et là, on aperçoit de petites boutiques devant les maisons.

Nombre d'hommes à Elakat sont au chômage surtout les plus âgés. Lukongo Amisi, un sexagénaire originaire de la province orientale, affirme que la guerre de 1997 l'a surpris à Kalemie, à l'est de la province du Katanga alors qu'il venait rendre visite à son fils. Dépourvu des moyens, il ne pouvait rentrer chez lui. Il se retrouve, après une longue marche à pieds, à Lubumbashi. Là, la chance lui sourit. Il est embauché à la Société Nationale des Chemins de fer du Congo (SNCC) comme chef de train. À la suite d'un malheureux incident, le vieux Lukongo perd son emploi en l'an 2000.

«Jusqu' alors, mon dossier est entre les mains de la justice» déclare-t-il. Fatigué par le poids de l'âge et les événements, c'est son fils qui, à présent le prend en charge. Ce n'est pourtant pas facile pour ce dernier. Père de huit enfants, M. Sende Mulamba Lowa, n'est qu'un simple couturier à l'intérieur du camp. « *Tous les habitants du site, hommes, femmes et enfants viennent faire confectionner leurs vêtements chez moi. C'est ce qui me permet de vivre. Mais cela ne suffit pas pour nourrir une si grande famille* », affirme-t-il.

Les jeunes garçons du site Elakat, pour leur part, travaillent comme journaliers dans une usine de traitement de cobalt. Leur tâche consiste à charger et décharger des sacs de minerais dont le poids dépasse souvent 60 kg. « A la fin de la journée, nous ne recevons qu'une somme de 750 FC », nous révèle l'un d'entre eux qui a préféré garder l'anonymat. Et d'ajouter que ce montant est largement insuffisant par rapport à leurs besoins.

En outre, à force de transporter d'aussi lourdes charges, ils tombent souvent malades. Mais ils n'ont pas les moyens de se faire soigner. A la place, ils prennent du «lutuku», sorte d'alcool indigène à base de maïs qui, selon eux, leur permet de récupérer rapidement l'énergie perdue. Quand ils sentent très affaiblis, ils prennent quelques jours de congé pour bien récupérer.

A la Kenya par contre, les hommes sont à peine visibles la journée. Ce sont des creuseurs dans les mines de Kolwezi et ailleurs. Il en est de même à la Kamalondo. Un petit coup de main en ville leur permet d'occuper la journée. Ils se sont convertis pour la plupart en maçons, menuisiers, charpentiers...

LES FEMMES NE CROISENT PAS LES BRAS

Les femmes quant à elles se débrouillent de leur manière pour épauler leurs maris. Certaines exercent un petit commerce à l'intérieur des camps, d'autres vont faire le ménage dans les maisons en ville. Pour Madame Charlotte Kalunga, vice-présidente de ce camp de l'Elakat, il lui est difficile d'exercer un métier pour lequel elles doivent attendre la fin du mois pour être payée. «Comme nous vivons au jour le jour, elles préfèrent faire les domestiques et percevoir leurs dus journalièrement plutôt que mensuellement», souligne-t-elle. En ce qui la concerne, elle fabrique ou rachète de la boisson locale pour augmenter ses maigres ressources.

Certaines femmes rencontrées au site de Kamalondo se disent capables de travailler dans un bureau du fait qu'elles sont instruites. C'est le cas de Prisca, une boyomaise, originaire de Kisangani, chef-lieu de la province Orientale, la trentaine révolue, diplômée en sciences infirmières. Elle soutient que tous les efforts qu'elle a fournis pour se faire embaucher dans une clinique en ville, ont échoué. « Ceci est aussi dû au fait que mes dossiers sont restés à Kalémie quand nous avons fui la guerre en 1998 », pense-t-elle avant d'ajouter que les autorités de la place auraient dû leur accorder une faveur. Maintenant, qu'elle n'a rien à faire elle s'est lancée dans le commerce des épices et autres ingrédients de cuisine.

Une autre, Thérèse, formée en secrétariat de direction affirme également avoir vainement cherché du boulot. Elle s'est rabattue finalement sur la vente de la friperie à la cité.

Les enfants quant à eux étudient selon la possibilité des parents. «Il y a deux ans, le Père Noé prenait encore charge les études de nos enfants. Depuis qu'il est parti, chaque parent, s'organise pour la scolarisation de ses enfants», signale Madame Charlotte.

L'on remarque, en entrant dans ces sites, que bon nombre de ces enfants n'étudient pas. Car, aux heures où ils sont censés être à l'école, on les trouve dans les camps entrain de jouer.

Ainsi est faite la vie des déplacés de guerre au jour le jour. «Si on peut nous trouver des activités plus rémunératrices, je pense que nous ne vivons plus dans la crainte du lendemain comme il en est le cas depuis quelques années», a finalement conclu, Madame Charlotte Kalunga.

UNE ALIMENTATION REDUITE A SA PLUS SIMPLE EXPRESSION

Trouver la nourriture pour un déplacé de guerre dépourvu de toutes ressources constitue un véritable challenge.

Zaïna Feruzi a fui Kalemie à l'Est de la RDC en 2001 pour s'installer avec d'autres déplacés au site d'hébergement d'Elakat. Jusqu'en 2003, rapporte-t-elle, ce sont les Organisations internationales comme Caritas, le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et Jesuit refugees service (JRS) qui distribuaient les vivres aux 300 familles des déplacés. Selon Zaïna Feruzi, chaque déplacé, adulte ou enfant, recevait deux petits sceaux de 2,5 kg de farine chacun par semaine. «Une quantité dérisoire», soutient-t-elle, quand on sait que certaines familles pouvaient compter jusqu'à huit enfants.

A partir de 2003, les organisations pourvoyeuses de vivres privilégient dans leur intervention les familles qui acceptent de cultiver afin de les encourager à gagner leur pain par leurs propres efforts. L'objectif, à terme, est d'inciter les déplacés de guerre à retourner chez eux, du moins ceux chez qui les conditions de sécurité étaient rétablies.

Le résultat de cette politique est palpable. Près de trois ans après le désengagement des organisations internationales dans la distribution des vivres, sur les 300 familles des déplacés enregistrées en 1999, seules 75 sont encore présentes au camp Elakat. Aujourd'hui, elles survivent grâce à de petits boulots ici et là, de petits emplois précaires, ne pouvant assurer tout au plus qu'une alimentation réduite à sa plus simple expression.

«NOUS MANGEONS POUR CORROMPRE NOTRE ESTOMAC»

Au camp des déplacés du site Kamalondo situé à quelques deux ou trois kilomètres de celui d'Elakat, Nyumba Ndogo, 41 ans, qui maîtrise assez bien la langue française a embrassé le métier de couturier, histoire de tenter de trouver de quoi donner à manger à ses enfants. Mais il joint difficilement les deux bouts du mois et aimerait s'installer en dehors du camp pour gagner un peu plus, s'il en avait les moyens. Quand on lui demande si ses enfants mangent à leur faim, il répond par la négative en prenant soin d'ajouter que c'est seulement le soir que tous les enfants du camp peuvent mettre quelque chose sous la dent «à la sueur du front de leurs parents.» Avec un léger sourire exprimant toute la résignation, Nyumba Ndogo, a tout juste cette phrase qui se passe de tout commentaire : « Nous mangeons tout juste pour corrompre notre estomac.»

Derrière ce constat de carence alimentaire, une note de satisfaction tout de même : A Elakat, à Kamalondo ou au Kenya, l'eau potable coule abondamment grâce à l'ONG Médecins sans frontières. Ce fut la toute première préoccupation de MSF dès l'éclatement de la guerre et l'afflux des premiers réfugiés dans la province du Katanga entre 1999 et 2001. Sur ce point, les trois camps visités n'ont absolument rien à envier à certains quartiers périphériques, où l'eau potable manque cruellement.

Edmond Toyi – Africentr@lemedias - Burundi

«JE N'AI PAS DU TOUT ENVIE DE ME LIVRER A DES HOMMES QUI NE SONT PAS SUFFISAMMENT OFFRANTS»

On l'appellera Marie-Madeleine afin de sauvegarder son anonymat pour des raisons évidentes. Elle est une des responsables d'un des trois camps visités par l'équipe des reporters. Elle est veuve depuis 1999 suite à la guerre ayant éclaté à l'Est de la RDC au cours de laquelle son mari qui était militaire a été tué sur le champ de bataille. Il lui a laissé trois enfants qu'elle est incapable de scolariser et pour lesquels elle trouve difficilement de quoi manger.

Marie-Madeleine est parvenue à se faire embaucher comme domestique dans un des quartiers environnants et gagne pour cela 10.000 francs congolais par mois en plus de la rente mensuelle de son mari décédé. Quand on lui demande si elle n'est pas tentée d'accorder ses faveurs à ceux qui le souhaite afin d'assurer un couvert tous les jours à ses trois enfants, elle répond par la négative. « Je n'ai pas du tout envie de me livrer à des hommes qui ne sont pas suffisamment offrants », explique-t-elle.

Selon les informations reçues sur place, une femme vivant dans les camps des déplacés reçoit au minimum entre 10 et 20 dollars pour une nuit passée avec un homme «suffisamment offrant». Cependant, au camp où Marie-Madeleine est hébergée avec ses enfants, nous poussons la curiosité jusqu'à pénétrer dans un mini bistrot où une dizaine d'hommes sont entrain de boire un vin local dénommé «Kanyanya». C'est alors que deux parmi eux désignent du doigt un homme d'une quarantaine d'années comme étant « le mari » de Marie-Madeleine. Et quand on lui demande de confirmer ce qu'affirment ces clients, elle répond avec sourire confus, comme une personne attrapée en flagrant délit : « Il ne s'agit pas à proprement parler de mon mari, mais de quelqu'un qui m'aide un peu » Une preuve qu'en Afrique comme en RDC, le sexe reste un sujet tabou, et qu'on ne plaide jamais coupable. Toutefois, les propos de Marie-Madeleine peuvent être comparés à ceux de la Samaritaine dans le Nouveau Testament. « Je n'ai pas de mari », a-t-elle répondu au Christ. En réalité, elle en avait connu sept.

Edmond Toyi – *Africentr@lemedias* - Burundi

HABITAT ET CONDITIONS D'HYGIENE DEPLORABLES

Le calvaire des déplacés en République Démocratique du Congo commence en 1998 lorsque la guerre éclate à l'Est du pays. Les affrontements entre les belligérants font des milliers de victimes parmi la population civile. Les rescapés fuient les zones rouges, la plupart d'entre eux se dirigent vers le sud-est du pays. Ils s'installent à Lubumbashi et ses environs, formant ainsi, dans les débuts de 1999, des camps des déplacés de guerre.

Pour s'abriter, ils occupent des bâtiments vétustes abandonnés et non utilisés si pas des chantiers. C'est le cas du camp des déplacés dit Elakat, se trouvant dans les anciens bâtiments de la SGA (Société Générale d'alimentation), dans le quartier Bel Air I, commune Kampemba, dans la ville de Lubumbashi.

UN HABITAT DEPLORABLE

Les déplacés de ce camp se regroupent dans 75 familles. Ils sont originaires de Moba, Kalemie, Kindu, Butembo, Bukavu, Manono, Kabalo, Kongolo et Nyunzu. Les bâtiments qui les hébergent se trouvent sur une surface d'environ 4.800 m². C'est en fait un hangar que les déplacés ont divisé en six blocs. Ceux-ci subdivisés à leur tour en plusieurs sortes de chambrettes dont les murs sont faits de sachets, de sheetings en plastique, de sacs et de cartons. Chaque chambrette, de 2m sur 2 en général abrite étonnamment tous les membres de la famille, entre trois et huit personnes. C'est là qu'ils restent, passent la nuit sans lit, ni matelas, avec tout ce qu'ils ont comme fortune : casseroles, assiettes et quelques habits. Pendant la saison pluvieuse, suite à la vétusté de la toiture des bâtiments, les eaux de pluie envahissent toutes les chambrettes.

LES CONDITIONS D'HYGIENE LAISSENT A DESIRER

L'intérieur du hangar comprend une cour qui sert de place de jeux pour les enfants, de lavage et de séchage des habits. On y trouve aussi, construites en sachets et sacs usés, deux douches, l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes. Les enfants, eux, se lavent en plein air. Quant aux latrines, elles occupent la partie de derrière. Pour une population de 75 familles, leur nombre est insuffisant.

Malgré la rigueur dont font montre les femmes du camp pour assurer la propreté, des ordures et déchets de toutes sortes s'amoncellent ici et là, dans la partie arrière du bâtiment. Une situation visiblement à la base des maladies qui affectent les enfants du camp.

La solution à tous ces problèmes pour une stabilité durable est indubitablement le retour de ces déplacés de guerre dans leurs localités respectives. Le nouveau gouvernement devrait s'y pencher pour que ces laissés pour compte reprennent une vie normale.

Venant Nshimyumurwa – Journal *Amani* - Rwanda